

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Nestor-Carlos-Kirchner-1950-2010>

Néstor Carlos Kirchner (1950 - 2010)

- Âme américaine - Héros -

Date de mise en ligne : mercredi 27 octobre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Néstor Carlos Kirchner, né le 25 février 1950 à Río Gallegos et mort le 27 octobre 2010 à El Calafate.

À La Plata, il fait connaissance de Cristina Fernández, qu'il épousera le 9 mars 1975. Après avoir obtenu son diplôme d'avocat, il retourne à Río Gallegos avec Cristina, elle aussi avocate et membre du Parti justicialiste. Pendant le gouvernement de Jorge Rafael Videla il est mis en état d'arrestation.

Aux élections de 2003 est élu président de l'Argentine. Considéré comme étant un péroniste de gauche, il est président de la Nation argentine du 25 mai 2003 au 10 décembre 2007.

Néstor Kirchner prête serment le 25 mai 2003, au moment où l'Argentine sort de la pire crise économique de son histoire : une monnaie dévaluée d'environ 75 % vis-à-vis du dollar et la cessation de paiement de la dette publique la plus importante de l'histoire mondiale.

La popularité de Kirchner est largement due au redémarrage de l'économie, fruit de la dévaluation, donc d'un taux de change favorable aux exportations et à la baisse des importations, et à sa politique sociale. Il finance ainsi d'importants programmes sociaux grâce aux taxes importantes sur l'exportation, les produits exportés restants compétitifs en raison de la dévaluation du peso. Le taux de pauvreté diminue ainsi de moitié en quatre ans.

C'est la décision politique de Néstor Kirchner qui permettra d'initier une période historique dans le domaine des Droits de l'Homme.

Les poursuites judiciaires en Argentine contre les crimes commis lors de la dictature ont connues deux phases principales. La première, sous la présidence de Raul Alfonsín (1983-89) s'est concrétisée dans le Juicio a las Juntas, au cours duquel furent condamnés les plus hauts dignitaires de la dictature militaire ainsi que plusieurs guérilleros. En revanche, deux lois, la « loi du Point final » du 24 décembre 1986, et la « loi d'Obéissance due » du 4 juin 1987, couvrirent le reste des militaires de toute poursuite (à l'exception du vol de bébés), invoquant l'amnistie jugée politiquement nécessaire et le principe de hiérarchie militaire. En 1989 et 1990, le président Carlos Menem amnistia l'ensemble des personnes condamnées lors du Procès à la Junte.

Les poursuites ont ainsi été bloquées tout au long des années 1990, et ne furent ré-ouvertes qu'après l'impulsion internationale donnée par l'arrestation de l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet à Londres en octobre 1998. Plusieurs hauts responsables avaient alors fait l'objet de procès et de condamnation en Europe (Allemagne, Italie, France).

En juillet 2003, le président Nestor Kirchner commence une nouvelle politique dans le domaine des droits de l'homme. En 2004, il promulgue un décret qui subordonne toute décision de non-extradition de personnes soupçonnées de violations des droits de l'homme sous la dictature militaire (1976-1983) à l'engagement, en Argentine, de poursuites judiciaires. En 2005, la Cour suprême décrète anticonstitutionnelle les lois d'amnistie (« loi du Point final » et de l'« Obéissance due ») passées sous Raúl Alfonsín (1986 et 1987) ainsi que plusieurs amnisties individuelles décrétées par Carlos Menem. Puis, en 2005, la Cour constitutionnelle déclara anticonstitutionnelles les deux lois d'amnistie de 1986 et 1987, ouvrant ainsi la possibilité de nouveaux procès.

Une centaine de condamnations pour crimes contre l'humanité ont eu lieu entre 2005 et fin 2010, le crime de disparition forcée (les desaparecidos) étant expressément qualifié de tel.

La justice argentine a parlé pour la première fois de « génocide » lors du procès de Miguel Etchecolatz, ex-directeur des enquêtes de la police de la province de Buenos Aires, jugé pour crimes contre l'humanité en 2006. A la suite, Julio Lopez, témoin de cette cause est enlevé et continue disparu après sa déposition.

Son mandat présidentiel prend fin le 10 décembre 2007, après l'élection de sa femme Cristina Fernández de Kirchner, soutenue par le Front pour la victoire.

Il a été nommé au poste de secrétaire général de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) le 4 mai 2010.

Cette même année, il a été opéré à deux reprises pour des problèmes cardiaques.

Il meurt le 27 octobre 2010 à El Calafate, des suites d'une crise cardiaque.

« [Collectif Argentin pour la Mémoire](#) »

El Correo. Paris, 26 de octobre de 2010.